

tres conférences ouvrières internationales, qui se tinrent à Paris, en 1883 et 1886 et à Londres en 1888. Au cours de ces Conférences, les deux conceptions du mouvement ouvrier se heurtèrent : le Trade-Unionisme anglais et le mouvement ouvrier socialiste naissant.

Finalement, à Paris, en juillet 1889, on passa à la constitution de la Seconde Internationale sur la base :

a) du parti politique indépendant de classe ;

b) de l'entente internationale (qui se traduisait dans les congrès internationaux, dans le Comité Exécutif siégeant à Bruxelles, dans les réunions périodiques des groupes parlementaires et de la presse des partis) ;

c) du but final commun : la socialisation des moyens de production et d'échanges.

Dans la pratique, toute l'activité politique des partis de la Seconde Internationale se déroula sur le terrain légal parlementaire : réalisation des revendications ouvrières par la voie législative.

A la seule politique d'agitation, suivie par les premiers représentants socialistes dans les parlements, succéda une politique toujours plus « pratique » et « réaliste », au fur et à mesure que l'extension du suffrage universel faisait grossir les groupes socialistes parlementaires. Cette action fut épaulée par celle des syndicats qui, eux aussi, tendaient à l'amélioration des salaires et des conditions de travail. C'était l'époque où le Capitalisme, en plein essor, pouvait se permettre le luxe d'une démocratie plus large et consentir à la classe ouvrière une certaine amélioration de son sort.

On fit même une dérogation pour ce qui concerne le but final, c'est-à-dire l'instauration du socialisme, quand on accepta le Labour Party anglais et certaines fractions du labourisme australien dans cette internationale qui prit le nom de « Internationale socialiste et ouvrière ».

En général, le programme de tous les partis socialistes de la Seconde Internationale comportaient deux parties : l'une théorique et l'autre contenant les revendications réalisables au sein de la société capitaliste, c'est-à-dire le programme maximum et le programme minimum. Le parti théorique était généralement calquée sur le programme al-

lemand d'Erfurt (1891) qui fut révisé successivement dans certains pays comme en Autriche et aux Pays-Bas.

En France, la déclaration de Principe de l'unité socialiste, en 1905, reprenait, au contraire, les principes de la Révolution de 1789.

Il y eut même des petits partis, comme le Parti Ouvrier Socialiste (S. L. P.) des Etats-Unis et ses « doublures » en Angleterre, au Canada et en Australie qui n'admirent que la partie théorique du programme, rejetant les revendications immédiates. Leur influence dans le mouvement ouvrier fut presque nulle.

Les Congrès de la 1^{re} Internationale ont connu des discussions restées célèbres : celle d'Amsterdam en 1904, sur la tactique socialiste et celle de Bâle, en 1912, contre les dangers de guerre dont nous avons déjà parlé dans « Bilan ».

Mais de nombreux problèmes importants restèrent sans solution et furent seulement effleurés :

1) le problème agraire à l'échelle internationale. Certains partis y donnèrent une solution nationale ; par exemple la France et l'Italie (Congrès de Florence en 1897). En ce qui concerne la Russie, on peut mentionner la discussion qui eut lieu au Congrès de 1906 à Stockholm où on approuva le programme de la « municipalisation » des terres dû au menchevik P. Maslof contre celui de Lénine, qui était pour la « nationalisation » du sol.

2) le problème des nationalités qui devait être abordé au Congrès international de Vienne, en 1914 et que la guerre empêcha d'avoir lieu.

Le parti autrichien, — dans ce pays comme en Russie ce problème était de première importance — avait incorporé à son programme une résolution d'Otto Bauer, qui avant-guerre fit autorité sur ce sujet avec son livre « La Question des Nationalités ».

En ce qui concerne la Russie, nous nous bornerons à citer Rosa Luxemburg, dont la position devait se heurter à celle des bolcheviks-russes ;

c) le problème colonial sur lequel, à Stuttgart, en 1907, eut lieu une discussion très générale.

Ce fut la Belgique qui dut la première affronter cette question par suite à la « donation » (désintéressée !) du Congo par Léopold II.

Vandervelde se trouva en minorité devant le Parti. Mais pas plus les annexionnistes — qui estimaient que c'était la seule garantie pour empêcher l'exploitation brutale des indigènes — que les anti annexionnistes — qui craignaient que la colonisation n'absorbe les possibilités financières de « la petite Belgique » avant de porter des fruits — ne se plaçaient sur le terrain des classes.

Nous ne pouvons pas davantage oublier le Parti italien qui, avec sa grève générale de protestation de 24 heures contre l'expédition en Lybie de 1911, a donné l'unique exemple, avant guerre, d'une action contre son propre impérialisme.

La Seconde Internationale, en tous cas, n'a nullement influencé les populations coloniales et semi-coloniales. A l'exception du Japon, elle n'a jamais englobé que les travailleurs d'Europe et ceux de race blanche d'Amérique et d'Australie.

Du point de vue organisation, la structure de tous les partis se calqua sur celle du parti allemand : organisation politique basée sur les nécessités électorales. Aucun d'eux n'envisagea l'hypothèse d'une organisation illégale, au cas d'une mise hors la loi, à l'exception — naturellement — de la Russie. Seul, le Parti Ouvrier Belge fit exception, avec son organisation basée sur l'adhésion collective des groupes politiques, des syndicats, des coopératives et des mutualités. (Ce fut aussi la forme d'organisation adoptée par le Parti socialiste italien, lors de sa constitution, à Gênes, en 1892, jusqu'à sa reconstitution — après sa dissolution par Crispi — à Parme, en 1895).

Le Labour Party lui aussi était basé sur l'adhésion en bloc des syndicats, de certains partis socialistes (le parti social-démocrate, le parti indépendant, la société fabienne) et, éventuellement, des coopératives.

LES FRACTIONS DANS LES PARTIS

ALLEMAGNE. — Le programme du parti — adopté à Erfurt en 1891 — fut la révision de celui de Gotha (1875), contre lequel Marx avait fait ses réserves. Réserves qui restèrent sans suite à cause du désir d'union à tout prix des Eisenchien et des Lassaliens. Ces derniers réussirent à faire entrer dans ce programme plusieurs de leurs postulats.

L'artisan principal de ce programme ainsi révisé a été, comme on le sait, Kautsky.

Au sein du parti social-démocrate allemand, trois courants se cristallisèrent : 1) le courant révisionniste (Bernstein et la Revue « Sozialistische Monatshefte ») appuyé par la bureaucratie syndicale et les politiciens, surtout ceux de l'Allemagne du Sud. « Le mouvement, c'est-à-dire les réformes, est tout ; le but, c'est-à-dire le socialisme, n'est rien ».

C'est cette aberration « légalitaire » de la majorité, donc de la moitié plus un, qui permettra d'instaurer le socialisme sans que la bourgeoisie ait recours aux moyens violents pour maintenir ses privilèges de classe ;

2) le courant radical, c'est-à-dire le « centrisme » (Kautsky et la Revue « Neue Zeit ») ;

3) la « gauche » (Rosa Luxemburg, le journal « Leipziger Volkszeitung ») qui mènera une lutte théorique contre le « révisionnisme » camouflé, contre la phraséologie révolutionnaire et la pratique réformiste du centrisme, contre l'égalitarisme à outrance, pour l'action directe (la grève des masses), pour l'antimilitarisme (Karl Liebknecht). Toutefois, la gauche allemande ne donna aucune forme organique à son opposition. Le fétichisme de l'unité devait encore lier Liebknecht le 4 août 1914.

FRANCE. — Le mouvement socialiste français a été caractérisé, dès ses débuts, par le fractionnement contre lequel on essaya de réagir avec l'Unité de 1899, qui fut rompue à son tour lors du « cas Millerand », qui ouvrit la série des ministres socialistes dans les gouvernements bourgeois et par celle de 1905, qui réussit à se maintenir malgré les nouveaux « cas » (Briand, Viviani, etc...).

Le mouvement français fut dominé par la personnalité de Jaurès, mort à temps, car son illusion de la démocratie illimitée et son pacifisme petit-bourgeois — qui admettait la défense nationale — l'auraient conduit aux côtés de ses antagonistes Guesde et Vaillant dans les rangs de l'Union sacrée. A remarquer que déjà Lénine avait pris position contre le réformisme jauresien, qu'il appelait « une trahison inconsciente des intérêts prolétaires ».

La France ne connut pas, dans la pé-